

« ...Nous n'avons ni excuse, ni plan B pour nous détourner de nos responsabilités de sauver la planète... » Extrait de l'Allocution de S.E.M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal, à l'ouverture de la COP21, le 30 novembre 2015, à Paris.



Monsieur le Président de la République Française,

Chers Collègues,

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Mesdames, Messieurs,

Au nom de la délégation sénégalaise, je félicite et remercie le peuple Français et son Gouvernement d'avoir maintenu le rendez-vous de la COP 21, en nous accueillant ici, à Paris, **comme convenu**, malgré les événements douloureux du 13 novembre.

Cette promesse tenue **est aussi un défi lancé à la communauté des Nations ici réunies**. Elle met à notre charge une obligation morale de résultat, pour que cette Conférence soit une réussite.

Nul besoin de démonstration scientifique sur les conséquences néfastes du changement climatique. Nous les vivons déjà. Pour nous, du Sahel, elles se traduisent par l'alternance de la sécheresse et des inondations, la désertification rapide, la salinisation des terres, l'érosion côtière et l'ensablement des cours d'eau.

Face aux périls, sommes-nous disposés à transcender nos égoïsmes nationaux, chacun assumant sa part de responsabilité, pour sauver la planète, notre habitat commun ?

La question mérite réponse ici et maintenant ; parce que nous n'avons ni excuse, ni **plan B** pour nous détourner de nos responsabilités de sauver la planète.

Suivant les principes bien connus du ***pollueur payeur et de la responsabilité commune***

mais différenciée, il y a urgence à conclure un Accord pour limiter la hausse des températures sous le niveau convenu de 2°C.

Pour atteindre l'efficacité voulue, cet Accord doit être **contraignant, applicable à tous, juste et équitable**.

Certes, tous les pays doivent, chacun, contribuer à l'effort de réduction des gaz à effet de serre ; notamment par la limitation des **sources d'énergies plus polluantes, mais moins coûteuses**.

Mais pour nous, pays en développement, africains en particulier, renoncer à ces sources entraîne des pertes de compétitivité qui amplifient davantage notre retard sur le processus d'industrialisation et de développement.

Rien que pour l'Afrique, le coût de l'adaptation est estimé **entre 7 et 15 milliards de dollars par an**.

Par conséquent, il est important que le Fonds Vert Climat soit doté de ressources adéquates pour accompagner les efforts d'adaptation et soutenir le transfert de technologies écologiquement viables.

Avec ses ressources hydriques abondantes et son énorme potentiel en énergie solaire, l'Afrique réunit les conditions pour un accès universel rapide à l'électricité.

Sur recommandation du NEPAD, l'Union Africaine a appelé, lors de son dernier Sommet, à la création d'un **mécanisme piloté par l'Afrique, pour coordonner les initiatives dédiées au continent en matière d'énergie**.

En sa qualité de Président en exercice du NEPAD, **le Sénégal appelle les pays partenaires à consacrer une partie des ressources destinées au Fonds Vert au mécanisme pour l'électrification de l'Afrique, en raison de 5 milliards de dollars par an, au moins, sur dix ans**.

Quand on demande aux pays les plus en retard sur le processus de développement de renoncer aux sources d'énergie les plus accessibles et les moins coûteuses, que d'autres ont utilisés pendant des siècles pour assurer leur industrialisation, l'équité veut que cet effort soit accompagné et soutenu.

Ce plaidoyer, je le fais aussi au nom de l'Association Internationale des Maires Francophones, **partenaires du plan de lutte contre le changement climatique**.

Je le fais également au nom de la société civile et du secteur privé africains.

Je vous remercie de votre attention.



[Revenir](#)